

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 4460

[C — 2007/29368]

**19 OCTOBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les cas dans lesquels le Fonds Ecureuil peut octroyer des avances de fonds**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 juin 2002 relatif à la création du Fonds Ecureuil de la Communauté française, notamment les articles 4, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, et 18, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, remplacés par le décret-programme du 15 décembre 2006;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 4 octobre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 12 octobre 2007;

Vu l'urgence motivée sur pied des éléments suivants :

Confrontés à des difficultés de trésorerie, plusieurs opérateurs culturels ont recours à l'emprunt bancaire. Cet emprunt est généralement garanti par une lettre d'escompte de subventions promises ou par une attestation fournie par l'administration après signature des arrêtés de subvention.

En préfinançant dans les premiers jours de l'année et sans intérêts la première tranche inconditionnelle de la subvention accordée par la Communauté française, le Fonds Ecureuil de la Communauté française permettra de réduire la charge des intérêts bancaires pour les opérateurs répondant aux conditions fixées par le Gouvernement.

Les opérateurs concernés pourront ainsi disposer des montants correspondant aux charges d'intérêts économisées, pour la poursuite de leur mission culturelle.

Afin de ne pas perdre le bénéfice de ce mécanisme pour l'année 2008, il est indispensable que le Gouvernement détermine dans les plus brefs délais les opérateurs auxquels le fonds versera des avances.

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 43.706/4, donné le 17 octobre 2007 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la décision du Gouvernement du 15 septembre 2006 relative au Fonds d'avances des subventions pour les opérateurs culturels sous contrat avec la Communauté française;

Considérant l'évaluation faite par le Gouvernement conformément à l'article 6 de l'arrêté du 12 janvier 2007 déterminant les cas dans lesquels le Fonds Ecureuil peut octroyer des avances de fonds pour l'année 2007;

Sur la proposition du Ministre ayant le Budget dans ses attributions et du Ministre ayant la Culture dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le Fonds Ecureuil verse des avances de fonds, annuellement, le premier jour ouvrable du mois de janvier, au demandeur répondant aux conditions suivantes :

1° être lié à la Communauté française par un contrat-programme, une convention ou un agrément relevant du secteur des arts de la scène, des lettres, du livre, ou des arts plastiques, et couvrant l'année civile durant laquelle l'avance est versée;

2° ne bénéficier d'aucune subvention de la Communauté française donnée en garantie quelconque à un tiers;

3° ne pas être partie à une procédure contentieuse qui peut avoir pour aboutissement le versement de la subvention octroyée par la Communauté française ou l'attribution de son montant à un tiers;

4° ne pas faire l'objet d'une procédure de suspension ou d'une décision effective de suspension de sa convention ou de son contrat-programme ni d'une décision conservatoire d'interruption du versement de tout ou partie de sa subvention telles que prévues aux articles 2 à 5 et 6 de l'arrêté du 16 mars 2007 fixant les modalités de suspension, de modification ou de résiliation d'une convention ou d'un contrat-programme pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène;

5° déclarer sur l'honneur respecter les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, au moment de l'introduction de la demande;

6° avoir dûment complété et introduit auprès du Ministère de la Communauté française, au plus tard le premier novembre de l'année précédant le versement de l'avance, le formulaire joint en annexe du présent arrêté.

§ 2. Au plus tard le premier décembre qui précède le versement, le Ministre ayant la Culture dans ses attributions indique au Fonds Ecureuil, sur base d'une liste détaillée, les bénéficiaires de l'avance et le montant de celle-ci pour chacun d'eux.

Il soumet préalablement cette liste à l'avis de l'Inspection des Finances et à l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions.

§ 3. Ne peut bénéficier de l'avance, le demandeur qui ne répond plus aux conditions énumérées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, après l'introduction du formulaire précité.

Le Ministre ayant la Culture dans ses attributions renseigne au Fonds, avant versement de l'avance, toute personne inscrite sur la liste précitée qui ne répond plus aux conditions énumérées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>.

Ces personnes sont exclues du système d'avance organisé par le présent arrêté pendant les deux années qui suivent l'année d'introduction du formulaire de demande.

**Art. 2.** Les avances octroyées par le Fonds Ecureuil couvrent uniquement la première tranche annuelle inconditionnelle de la subvention de la Communauté française, non indexée, dont bénéficie le demandeur pour l'année budgétaire au cours de laquelle l'avance est octroyée.

Les avances sont octroyées par le Fonds Ecureuil dans la limite des ressources dont il dispose au 31 décembre de l'année précédente.

**Art. 3.** La Communauté française rembourse au Fonds Ecureuil les avances octroyées aux bénéficiaires lui indiqués et les intérêts qu'elles génèrent.

La Communauté française effectue, concomitamment et au plus tard le 31 décembre de l'année durant laquelle l'avance a été versée, le remboursement :

1° de l'avance, au moyen de la subvention revenant au bénéficiaire à la suite du contrôle administratif et budgétaire et par imputation du montant avancé sur l'allocation de base du budget général des dépenses dont relève la subvention avancée;

2° des intérêts générés par l'avance, par imputation de leur montant sur la division organique du budget général des dépenses dédiée aux charges de la dette.

**Art. 4.** Les intérêts générés par les avances octroyées par le Fonds Ecureuil sont calculés sur base de la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant de la subvention} \times \text{Taux} \times \text{Nombre de jours}}{360}$$

Le " Montant de la subvention " est celui déterminé sur base de l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du présent arrêté.

Le " Taux " est le taux interbancaire de référence (Euribor base 360) fixé deux jours ouvrables avant le début de l'avance; correspondant à la durée effective de l'avance; déterminé par interpolation s'il échet; limité à 3 décimales; auquel une marge de 0,06 % est retirée.

Le " Nombre de jours " est le nombre de jours effectif de l'avance octroyée.

**Art. 5.** Pour l'année 2008 :

1° le formulaire visé à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup>, 6°, doit être complété et introduit auprès du Ministère de la Communauté française, au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2007,

2° le Ministre ayant la Culture dans ses attributions procède à l'indication visée à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 2, alinéa 2, au plus tard le 18 décembre 2007.

**Art. 6.** Le Ministre ayant le Budget dans ses attributions et le Ministre ayant la Culture dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 octobre 2007,

Par le Gouvernement,

Le Ministre du Budget et des Finances, en charge de la Fonction Publique et des Sports,

M. DAERDEN

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

Annexe à l'arrêté du 19 octobre 2007 déterminant les cas dans lesquels le Fonds Ecureuil peut octroyer des avances de fonds

Formulaire à renvoyer au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre ..... (1<sup>er</sup> décembre 2007) (1)

pour pouvoir bénéficier de l'octroi d'une avance du Fonds Ecureuil conformément à l'arrêté du 19 octobre 2007 déterminant les cas dans lesquels le Fonds Ecureuil peut octroyer des avances de fonds (2)

Nom de la personne physique demanderesse / Dénomination statutaire de la personne morale demanderesse

.....

.....

Adresse de la personne physique demanderesse / Adresse du siège social de la personne morale demanderesse

.....

.....

Numéro d'entreprise de la personne morale demanderesse .....

Numéro du compte bancaire de la personne physique demanderesse / Numéro du compte bancaire de la personne morale demanderesse .....

.....

Nature de l'acte juridique liant la personne demanderesse à la Communauté française et modalisant la subvention relative à l'année civile suivant l'introduction du présent formulaire (contrat-programme, convention, agrément) B période et secteur couverts par l'acte .....

.....

.....

Je (nous) soussigné(s) .....

(cocher la case idoine).

habilité(s) à représenter la personne morale précitée conformément à la pièce ci-jointe :

— déclare(ons) sur l'honneur

que je précité

que la personne morale précitée

ne bénéficie d'aucune subvention de la Communauté française donnée en garantie quelconque à un tiers;

— déclare(ons) sur l'honneur

que je précité ne suis

que la personne morale précitée n'est pas partie à une procédure contentieuse qui peut avoir pour aboutissement le versement de la subvention octroyée par la Communauté française ou l'attribution de son montant à un tiers;

— déclare(ons) sur l'honneur

que je respecterai

que la personne morale précitée respectera les obligations énumérées ci-avant également après l'introduction du formulaire.

Signature(s) :

Date :

Vu pour être annexé à l'arrêté du 19 octobre 2007 déterminant les cas dans lesquels le Fonds Ecureuil peut octroyer des avances de fonds,

Bruxelles, le 19 octobre 2007.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre du Budget et des Finances, en charge de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

—————  
Note

(1) Uniquement pour les avances relatives à l'année 2008 (art. 5 de l'arrêté du ..... déterminant les cas dans lesquels le Fonds Ecureuil peut octroyer des avances de fonds.

(2) A remplir selon que la demande d'avance est introduite pour compte d'une personne morale ou par une personne physique pour son compte.

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 4460

[C - 2007/29368]

#### 19 OKTOBER 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de gevallen waarin het « Fonds Ecureuil » geldvoorschotten kan toekennen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 juni 2002 betreffende de oprichting van het " Fonds Ecureuil " van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 4, § 1, 4<sup>o</sup>, en 18, § 1, 3<sup>o</sup>, vervangen door het programmadecreet van 15 december 2006;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 oktober 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 12 oktober 2007;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd als volgt :

Verschillende operatoren, die kasbehoeften hebben, gaan bankleningen aan. Die leningen worden over het algemeen gewaarborgd door een discontobrief voor de beloofde subsidies of door een attest dat door de administratie wordt uitgereikt nadat de besluiten tot toekenning van subsidies ondertekend zijn.

Door de renteloze vooruitfinanciering in de eerste dagen van het jaar van de eerste onvoorwaardelijke schijf van de door de Franse Gemeenschap toegekende subsidie, zal het Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap het mogelijk maken dat de lasten van de bankinteressen zullen verminderen voor de operatoren die aan de door de Regering vastgestelde voorwaarden voldoen.

De betrokken operatoren zullen dan kunnen beschikken over de bedragen die overeenstemmen met de uitgespaarde interestlasten, voor de verdere uitoefening van hun cultuuroopdracht.

Om het voordeel van dat stelsel in 2008 verder te kunnen genieten, moet de Regering onverwijld de operatoren bepalen die van het fonds voorschotten toegekend zullen krijgen.

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 43.706/4, gegeven op 17 oktober 2007 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de beslissing van de Regering van 15 september 2006 betreffende het voorschottenfonds voor de subsidies voor de cultuuroperatoren die een overeenkomst met de Franse Gemeenschap hebben ondertekend;

Gelet op de evaluatie die door de Regering werd uitgevoerd overeenkomstig artikel 6 van het besluit van 12 januari 2007 tot vaststelling van de gevallen waarin het " Fonds Ecureuil " geldvoorschotten voor het jaar 2007 kan toekennen;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort en van de minister tot wier bevoegdheid de cultuur behoort;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** § 1. Het « Fonds Ecureuil » stort jaarlijks, op de eerste werkdag van de maand januari, geldvoorschotten aan de aanvrager die voldoet aan de volgende voorwaarden :

1<sup>o</sup> met de Franse Gemeenschap gebonden zijn bij een programmaovereenkomst, een overeenkomst of een erkenning die onder de sectoren podiumkunsten, letteren, het boek of de beeldende kunsten ressorteert en die het burgerlijk jaar dekt gedurende hetwelk het voorschot wordt gestort;

2<sup>o</sup> geen subsidie van de Franse Gemeenschap genieten die bij wijze van enig waarborg aan een derde wordt gegeven;

3° geen partij zijn bij een geschilprocedure die kan leiden tot de storting van de door de Franse Gemeenschap toegekende subsidie of tot de toekenning van het bedrag ervan aan een derde;

4° niet getroffen zijn door een procedure inzake schorsing of door een werkelijke beslissing tot schorsing van zijn overeenkomst of zijn programmaovereenkomst noch door een bewarende maatregel tot onderbreking van de storting van het geheel of een deel van zijn subsidie zoals bepaald in de artikelen 2 tot 5 en 6 van het besluit van 16 maart 2007 tot vaststelling van de nadere regels voor de schorsing, de wijziging of de opzegging van een overeenkomst of een programmaovereenkomst genomen ter uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

5° op zijn erewoord verklaren dat hij aan de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 2° en 3° voldoet bij de indiening van de aanvraag;

6° het bij dit besluit gevoegde formulier, uiterlijk voor één november van het jaar dat aan de storting van het voorschot voorafgaat, behoorlijk hebben ingevuld en ingediend bij het ministerie van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De Minister van Cultuur deelt, uiterlijk op één december die aan de storting voorafgaat, op basis van een gedetailleerde lijst, de rechthebbenden op het voorschot en het bedrag ervan voor elk van hen aan het Fonds mee.

Hij legt deze lijst voorafgaandelijk voor advies aan de Inspectie van Financiën voor en onderwerpt die aan de toestemming van de Minister van Begroting.

§ 3. De aanvrager die niet meer voldoet aan de voorwaarden opgesomd in het paragraaf 1, 1°, 2°, 3° en 4° na indiening van het voormelde formulier kan het voordeel van het voorschot niet meer genieten.

De Minister van Cultuur deelt het Fonds, vóór de storting van het voorschot, de naam van iedere op voormelde lijst ingeschreven persoon mee die niet meer voldoet aan de voorwaarden opgesomd in paragraaf 1, 1°, 2°, 3° en 4°.

Die personen komen niet in aanmerking voor het bij dit besluit bepaalde voorschottensysteem gedurende de twee jaren die volgen op het jaar waarin het aanvraagformulier werd ingediend.

**Art. 2.** De door het « Fonds Ecureuil » toegekende voorschotten dekken uitsluitend de eerste onvoorwaardelijke jaarlijkse, niet geïndexeerde, schijf van de subsidie van de Franse Gemeenschap, die de aanvrager ontvangt voor het begrotingsjaar waarin het voorschot wordt toegekend.

De voorschotten worden door het « Fonds Ecureuil » toegekend binnen de perken van de middelen waarover het op 31 december van het vorige jaar beschikt.

**Art. 3.** De Franse Gemeenschap betaalt het « Fonds Ecureuil » de voorschotten terug die werden toegekend aan de gerechtigden die aan dit fonds werden meegedeeld en de intresten die eruit voortvloeien.

De Franse Gemeenschap verricht, gelijktijdig en uiterlijk op 31 december van het jaar waarin het voorschot werd uitbetaald, de terugbetaling van :

1° het voorschot, door middel van de subsidie die de gerechtigde toekomt ten gevolge van de administratieve en begrotingscontrole en door de aanrekening van het bedrag dat voorgeschoten wordt op de basisallocatie van de algemene uitgavenbegroting waaronder de voorgeschoten allocatie ressorteert;

2° de interesten die uit het voorschot voortvloeien, door de aanrekening van hun bedrag op de organisatie-afdeling van de algemene uitgavenbegroting.

**Art. 4.** De interesten die voortvloeien uit de voorschotten die door het « Fonds Ecureuil » worden toegekend, worden berekend op grond van de volgende formule :

$$\frac{\text{Bedrag van de subsidie} \times \text{rente} \times \text{Aantal dagen}}{360}$$

Het « Bedrag van de subsidie » is het bedrag dat bepaald is op grond van artikel 2, eerste lid, van dit besluit.

De « rente » is de interbancaire referentierente (Euribor basis 360) die twee werkdagen vóór het begin van het voorschot wordt vastgelegd; stemt overeen met de werkelijke duur van het voorschot; wordt door interpolatie bepaald, in voorkomend geval; beperkt tot 3 decimalen; waarvan een marge van 0,06 % wordt afgetrokken.

Het « Aantal dagen » is het aantal werkelijke dagen van het toegekende voorschot.

**Art. 5.** Voor het jaar 2008 :

1° moet het formulier bedoeld in artikel 1, paragraaf 1, 6°, worden ingevuld en ingediend bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap, uiterlijk op 1 december 2007,

2° verricht de Minister tot wier bevoegdheid de Cultuur behoort de mededeling bedoeld in artikel 1, paragraaf 2, tweede lid, uiterlijk op 18 december 2007.

**Art. 6.** De Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort en de minister tot wier bevoegdheid de cultuur behoort, worden belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 19 oktober 2007.

Vanwege de Regering,

De Minister van Begroting en Financiën, belast met Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN,

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN